



La quinzaine nordique

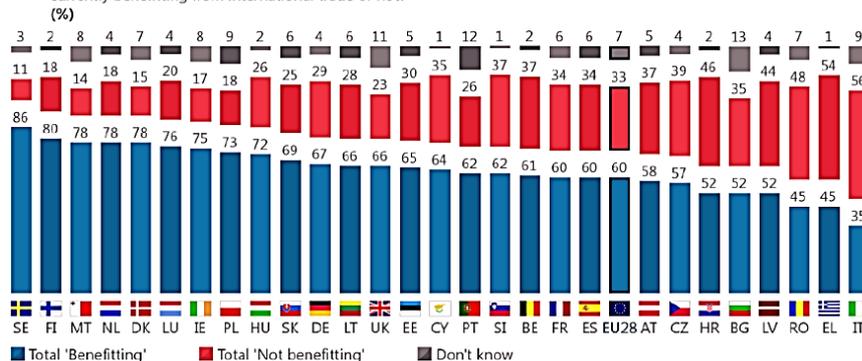
© DG Trésor

N° 187 du 29 novembre 2019

Pays Nordiques

Perception du commerce international. Selon l'eurobaromètre du commerce international publié par la Commission européenne, 60% des Européens estiment bénéficier du commerce international, soit 16% de plus que lors du précédent sondage en 2009. Cette proportion est particulièrement élevée dans les pays nordiques ; 86% des Suédois, 80% des Finlandais et 76% des Danois jugent ainsi que le commerce international leur est bénéfique contre 60% des Français.

QA1 Nowadays, international trade has an important place in the EU: this means that goods and services from outside are imported into the EU, while goods and services are exported around the world. Could you tell me whether you are currently benefiting from international trade or not?



Création d'entreprises. Les agences d'audits publics des pays de la zone (à l'exception du Danemark) ont publié une étude comparative sur la création d'entreprises avec une attention particulière portée aux outils numériques (rapport complet en anglais disponible [ici](#)). Le point de départ est ainsi l'impact des mesures prises par les gouvernements pour simplifier la création d'entreprises à l'aide d'outils numériques. La numérisation des services et processus de gestion est bien une préoccupation commune, bien que certains pays seraient en avance au niveau européen selon le rapport. Il ressort toutefois qu'il existe aussi des marges de progression relativement importantes d'un pays à l'autre sur certains points tels que faciliter l'enregistrement numérique d'une société, proposer des formulaires préremplis avec des informations personnelles, mettre en place des solutions interactives sophistiquées de partage de données entre différents établissements publics.

Danemark

Danske Bank. Danske Bank a été inculpée par la brigade danoise des affaires économiques et financières (SØIK) pour ne pas avoir respecté les règles de protection des investisseurs dans l'affaire Flexinvest Fri. Ce scandale a coûté le poste de directeur général intérimaire à Jesper Nielsen au mois de juin. Pendant plusieurs mois, Danske Bank avait vendu le produit de gestion de portefeuille Flexinvest Fri à des milliers de clients alors que la banque savait que le produit générerait un rendement négatif après le paiement des frais à la banque. L'Autorité de supervision financière (*Finanstilsynet*) avait déjà dénoncé cette opération à SØIK en août dernier. La banque a déclaré qu'elle collaborerait avec les autorités, et qu'elle était en train d'indemniser les clients concernés.

Peste porcine. Le groupe d'abattoirs danois, *Danish Crown*, anticipe une propagation de la peste porcine africaine en Europe. La maladie est déjà présente en Pologne et s'approche progressivement de la frontière allemande. « *Lorsque nous discutons avec nos contacts allemands, l'évaluation indique à présent qu'il ne s'agit que d'une question de temps avant l'apparition d'une épidémie en Allemagne* », a déclaré Jais Valeur, le PDG de *Danish Crown*. Si une épidémie se déclarait en Allemagne, les marchés d'exportation asiatiques arrêteraient immédiatement les importations de porc allemand. D'énormes quantités de viande seraient alors détournées vers les marchés européens proches et risqueraient de provoquer une chute importante des prix du porc en Europe, dont le Danemark est le 3^{ème} exportateur européen.

Eolien. Afin de remplacer l'onéreux projet gouvernemental de construction d'une île artificielle en mer du Nord, le groupe danois *Ørsted*, a proposé de construire un gigantesque parc éolien offshore aux larges de l'île de Bornholm. Le projet consiste à combiner le parc avec une usine pour combustibles verts (hydrogène par exemple). La proposition d' *Ørsted* est dépendante du feu vert du gouvernement. En cas de validation, le parc éolien géant pourrait alimenter les îles de Seeland et de Bornholm, mais également certaines parties de la Pologne, de l'Allemagne et de la Suède.

Investissement. Les fonds de capital-risque étrangers investissent de plus en plus au Danemark et apparaissent aujourd'hui comme essentiels. En 2019, ils ont représenté plus de 40% des investissements dans des sociétés danoises. Sur le marché danois du capital-risque, ce sont 702 MDKK qui avaient été investis en 2016. Or, ce chiffre a atteint 1 940 MDKK, pour le seul premier semestre 2019. Selon une enquête de la DVCA (l'association professionnelle des fonds de capital-risque), plus de 90% des plus grandes sociétés danoises indiquent que leur société ne serait pas en mesure de mobiliser suffisamment de capitaux s'il n'était pas possible d'avoir recours à des fonds étrangers.



Finlande

Eolien. Le fabricant de batteries Saft, filiale de Total, a annoncé le 20 novembre avoir remporté un contrat pour la fourniture d'un système de stockage d'énergie auprès de l'entreprise TuuliWatti, développeur et opérateur éolien finlandais. Il s'agit d'un système lithium-ion de trois conteneurs disposant d'une capacité de 6,6 MWh et d'une puissance de 5,6 MW. Il assurera entre autres le réglage de fréquence de l'énergie renouvelable afin de mieux l'intégrer dans le réseau électrique et fournira la puissance nécessaire à une alimentation de secours. Le parc éolien auquel il sera rattaché se trouve à Ii, dans le nord-ouest de la Finlande, et a une capacité de production de 21 MW.

Poste. La grève de la Poste finlandaise qui durait depuis plus de 2 semaines a pris fin le 27 novembre. Elle avait été motivée par la décision de cette entreprise détenue à 100% par l'Etat finlandais de transférer presque 700 employés dans une filiale créée en 2017 pour répondre à la pression de la concurrence et qui a déjà accueilli près de 2 300 facteurs. Ce transfert aurait entraîné l'application de la convention collective d'un autre secteur, nettement moins avantageuse.

Budget 2020. Selon la Commission européenne, la Finlande fait partie des huit Etats membres dont le plan budgétaire pour l'année 2020 présente un risque de non-respect du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC). La hausse de 2,1 Mds€ des dépenses n'est que partiellement compensée par l'augmentation des recettes. La Commission s'attend donc à ce que le taux de croissance nominal des dépenses primaires nettes atteigne 3,4%, dépassant le taux maximum fixé à 1,9%. De son côté, le FMI a signalé des risques sur les finances publiques à moyen terme, en particulier en raison de la hausse des dépenses de santé engendrée par le vieillissement de la population. La réalisation de l'objectif d'un taux d'emploi à 75% fixé par le gouvernement sera déterminant en matière de maîtrise des finances publiques.

Islande

Pêche. La société de pêche islandaise Samherji est accusée de blanchiment d'argent, de fraude fiscale et de corruption. Selon les révélations du magazine télévisé d'investigation islandais Kveikur du 12 novembre dernier, Samherji se serait accaparé de manière frauduleuse un tiers des quotas de pêche au chinchard en Namibie et aurait fait échapper la plus grande partie de ses revenus au fisc namibien. Ces déclarations viennent raviver le débat sur les liens traditionnellement étroits entretenus par le lobby des armateurs avec les partis de l'Indépendance et du Progrès (tous deux au gouvernement) et sur la politique islandaise de quotas qui a conduit à une forte concentration du secteur de la pêche et à l'enrichissement rapide de quelques sociétés, dont Samherji. Le gouvernement islandais a annoncé la mise en place de plusieurs mesures afin de renforcer la confiance dans l'économie islandaise en s'appuyant sur les recommandations du FMI en termes de transparence des comptes des grandes entreprises islandaises. Plus de 4 000 personnes se sont réunies le 23 novembre devant le parlement islandais pour protester contre les agissements présumés de Samherji et ont notamment réclamé la démission du ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Kristján Þór Júlíusson, qui a siégé au conseil d'administration de l'entreprise. Une enquête sur cette affaire a été ouverte.

Commerce avec la Russie. En dépit des sanctions appliquées depuis 2014, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Islande sont en plein développement. Le 26 novembre, le ministre des Affaires étrangères islandais, Guðlaugur Þór Þórðarson, s'est rendu en visite officielle en Russie accompagné de 19 entreprises islandaises. Le 1^{er} novembre, ce dernier avait profité de l'inauguration de la nouvelle chambre de commerce russo-islandaise, pour inviter ses membres à se joindre à ce déplacement. La délégation a notamment visité le centre d'innovation Skolkovo de Moscou, qui abrite près de 2 000 entreprises russes spécialisées dans les nouvelles technologies, l'énergie et la biomédecine. Lors d'une conférence de presse conjointe, Sergey Lavrov a indiqué que le commerce bilatéral avait augmenté de plus de 20% en 2018. La prochaine concertation russo-islandaise sur le commerce et la coopération économique est prévue au deuxième trimestre de 2020.

Norvège

Norwegian. Le 20 Novembre 2019, la compagnie aérienne Norwegian Air Shuttle (Norwegian) a annoncé la nomination de Jacob Schram comme nouveau PDG. Il occupera ce poste à partir de Janvier 2020 et succèdera ainsi à Bjorn Kjos, le fondateur de la compagnie aérienne, qui avait présenté sa démission l'été dernier. Jacob Schram est un ancien collaborateur de Mc Kinsey et a également dirigé plusieurs entreprises pétrolières mais il n'a à ce jour aucune expérience dans le secteur de l'aéronautique. Son principal objectif sera de réduire les coûts de Norwegian ainsi que d'accroître sa rentabilité.

Saumon. Trois entreprises norvégiennes productrices de saumon, Mowi, SalMar et Grieg Seafood, ont annoncé faire l'objet d'une enquête de la part du ministère de la Justice américain pour entente illicite sur les prix. La Commission européenne avait déjà lancé une procédure contre ces trois entreprises pour le même motif. Cette nouvelle enquête américaine pourrait avoir des conséquences lourdes pour la Norvège et impacter notamment ses exportations norvégiennes de saumon vers les Etats Unis, dont le saumon représente une proportion importante.

Banque. D'après plusieurs médias islandais, la première banque norvégienne, DNB, aurait fait transiter entre 2011 et 2018 près de 70 M\$ vers une société écran aux Iles Marshall pour le compte de Samherji, un producteur de poisson



islandais. Cette somme d'argent aurait ensuite servi à verser des pots-de-vin à des fonctionnaires en Namibie afin d'acquérir des quotas supplémentaires de pêche sur des activités potentiellement illégales. Suite à ces révélations, plusieurs hauts fonctionnaires namibiens ont remis leur démission. DNB a ainsi ouvert une enquête interne pour obtenir plus d'informations sur les comptes créés aux Iles Marshall par Samherji. Siv Jensen, ministre norvégienne des Finances a demandé à DNB de faire preuve de transparence sur cette affaire.

Suède

Ligne à Grande Vitesse (LGV). La Cour des comptes suédoise (*Riskrevisionen*) vient de présenter une évaluation financière du projet de LGV qui préconise une révision du projet de LGV avant toute décision politique. L'institution d'audit public estime que le projet actuel n'a pas respecté le principe selon lequel les solutions alternatives (notamment des projets moins coûteux ou s'appuyant sur les infrastructures existantes) doivent également être considérées avant de prendre une décision finale. Une autre critique tient au fait que l'évaluation du coût a fortement oscillé, passant de 50 Mds SEK (4,7 Mds€) à 250 Mds SEK (23,7 Mds€) selon les évaluations. Le ministre des Infrastructures Tomas Eneroth, a cependant déclaré ne pas compter suivre les recommandations de la Cour des comptes et inviter prochainement les partis (à l'exception du parti d'extrême-droite des Démocrates de Suède) à une discussion sur la question du financement.

Lutte anti-blanchiment. La banque SEB est désormais soupçonnée d'être également impliquée dans l'affaire de blanchiment d'argent dans les pays baltes aux côtés de Danske Bank, Swedbank et Nordea. Selon le documentaire d'investigation diffusé par la chaîne publique SVT, près de 475 MSEK (45,2 M€) auraient transité par la banque SEB via un système de sociétés-écrans. Suite à ces révélations, SEB a reconnu que, sur la période 2005-2018, un total de 800 Mds SEK (76,1 Mds€) a transité via des comptes de clients non-résidents en Estonie, dont 250 Mds SEK (23,8 Mds€) n'avaient pas de liens avec des activités commerciales et ne répondent pas aux exigences actuelles de transparence.

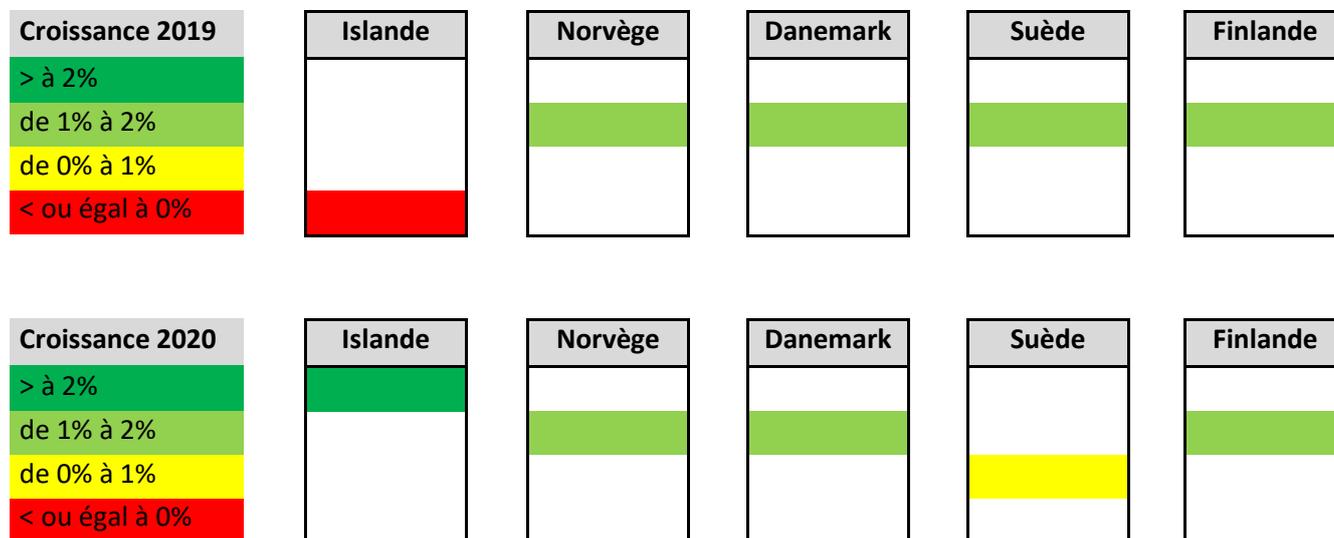
Emploi. La population active a atteint 4,9 millions de personnes au T3 2019, dont 3,3 millions travaillent dans le secteur privé (69%). Les effectifs dans le secteur public ont augmenté de 0,7% en un an, en raison de la hausse des recrutements dans l'administration de l'Etat (+3,9%) et dans les régions (+2,3%). En revanche, les emplois du secteur municipal étaient globalement en baisse de 0,7%.

Eolien. L'entreprise française Innovent, spécialisée dans les énergies renouvelables, vient d'acquérir le parc éolien Värnern Kraft AB, sur le lac Vänern. Depuis sa mise en fonctionnement en 2010, le parc était détenu à 70% par l'entreprise communale Karlstad Energi et à 30% par la commune d'Hammarö. Depuis mai 2019, le parc Värnern Kraft AB était en situation de quasi-liquidation judiciaire après plusieurs années de difficultés économiques et recherchait de nouveau.

Véhicules utilitaires. Les marques françaises dominent, avec l'allemand Volkswagen, le marché suédois des nouveaux véhicules utilitaires de moins de 3,5 tonnes. La part de marché (pdm) française sur ce segment dépasse 25% (25,5% au cours de 10 premiers mois de 2019, soit environ 10 000 véhicules) avec trois modèles sur la liste des dix véhicules les plus vendus : Renault Kangoo (pdm 7,2%), Peugeot Partner (4,5%) et Renault Trafic (3,5%). Le modèle le plus vendu reste cependant la Volkswagen Caddy (pdm 13,3%).



La quinzaine nordique – 29 novembre 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques


Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
PIB										
Gouvernement	1,7	1,6	1,7	1,2	2,1	3,4	1,6	1,4	-	-
Banque centrale	1,8	1,7	1,6	1,5	2,0	2,3	1,3	1,2	-0,2	1,9
Institut stat./conj****	2,0	1,7	2,4	1,4	2,1	2,5	1,5	1,3	-0,2	2,6
Commission*	2,0	1,5	1,4	1,1	1,6	1,9	1,1	1,0	-0,2	1,8
FMI**	1,7	1,9	1,2	1,5	1,9	2,4	0,9	1,5	0,8	1,6
OCDE***	2,1	1,7	1,5	1,4	1,8	2,1	1,6	1,6	1,0	2,4
SEB	1,9	1,7	1,5	1,6	2,0	2,9	1,5	1,3	-	-
Nordea	1,8	1,5	1,2	1,0	2,5	2,3	1,4	1,0	-	-
Danske Bank	2,0	1,3	1,2	1,8	2,6	2,2	1,0	0,7	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (mai 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statische

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Déficit public										
Gouvernement	0,2	0,0	-0,6	-0,3	7,2	7,6	0,6	0,3	-	-
Commission*	2,2	0,5	-1,1	-1,4	8,4	8,5	0,3	0,1	0,9	0,4
FMI**	0,2	0,0	-0,7	-1,0	7,6	7,8	0,4	0,3	-0,7	0,1
OCDE***	0,3	0,2	-0,4	0,1	7,8	7,8	0,8	1,0	0,0	-0,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Dette publique										
Gouvernement	34,6	33,5	59,1	57,8	-	-	34,5	33,4	-	-
Commission*	33,0	32,3	59,2	59,3	36,7	33,8	34,6	33,4	39,0	37,7
FMI**	33,0	31,8	58,9	59,1	40,0	40,0	36,9	35,4	33,6	31,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,3	1,2	1,4	2,3	2,0	1,7	1,5	3,3	2,8
cons. privée*	1,5	2,0	0,6	1,1	1,9	2,1	0,8	1,5	2,0	2,5
chômage (BIT)*	4,9	4,8	6,7	6,5	3,5	3,5	6,8	7,1	3,6	3,8

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2019)*

** *World Economic Outlook (avril 2019)*

*** *Perspectives économiques (mai 2019)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

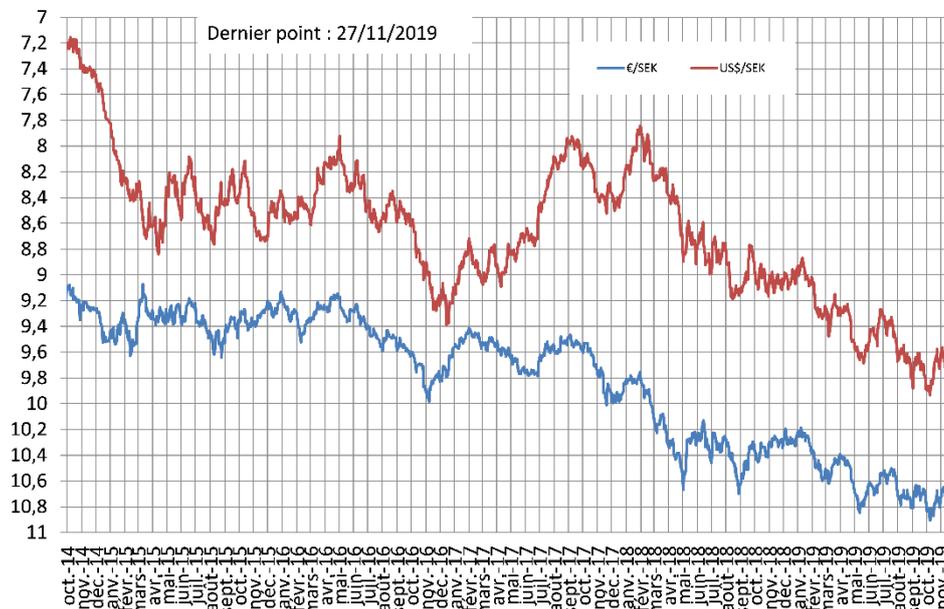
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

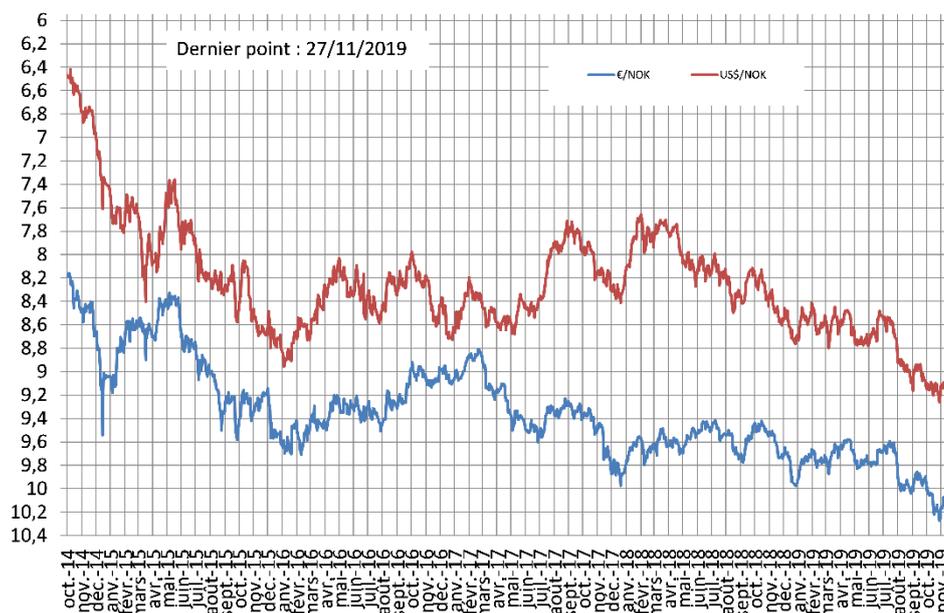


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, B. Valilou), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, B. Mondy), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, L. Courtade) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, J. Grosjean, F. Caudron).